

**Arrêté préfectoral n°384-DDPP-25 portant prescriptions complémentaires
Société SUEZ RV Borde Matin à Roche la Molière (42230)**

La préfète de la Loire

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 541-25-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu le décret du 20 juillet 2025 nommant madame Muriel Nguyen, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 2018 autorisant la société SUEZ RV Borde Matin, dont le siège social est situé à Universaône – 18 rue Félix Mangini – 69 009 Lyon, à exploiter sur le territoire de la commune de Roche-la-Molière, une installation de stockage de déchets non dangereux;

Vu la demande du président du Conseil régional de la région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30 juin 2025 en application de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement concernant l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Borde Matin sur la commune de Roche-la-Molière ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n° UID4243-EAR-025-330 en date du 15 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 6 octobre 2025 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU la réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport et du projet susvisés ;

Considérant que l'article L. 541-1 du Code de l'environnement fixe, notamment, l'objectif de réduire de 50 % en 2025 les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage par rapport à 2010 et impose la hiérarchie des modes de traitement, ainsi que les objectifs de proximité et d'autosuffisance de traitement, lesquels structurent l'organisation territoriale de l'élimination des déchets ;

Considérant que le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020, intègre le plan régional de prévention et de gestion des déchets et fixe, à compter de 2025, un plafond

régional d'enfouissement de 1,1 million de tonnes/an ainsi que des plafonds prescriptifs par département, le plafond applicable au département de la Loire étant de 200 000 t/an ;

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2025, la somme des capacités annuelles autorisées des ISDND en Auvergne-Rhône-Alpes atteignait 1 447 500 t/an, excédant le plafond régional de 1,1 Mt/an, ce qui impose un rééquilibrage capacitaire afin de garantir la conformité aux objectifs susmentionnés ;

Considérant que le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020 rend prescriptif par bassin de vie, c'est-à-dire par département, les capacités maximales annuelles des installations de stockage de déchets non-dangereux à partir de 2025 ;

Considérant que l'article L. 541-25-1, II du Code de l'environnement permet à l'autorité administrative, à la demande du président du conseil régional, de réviser la capacité annuelle de stockage d'ISDND pour améliorer la prise en compte des objectifs de proximité et d'autosuffisance, la révision prenant effet au plus tôt trois ans après notification à l'exploitant ;

Considérant que, par courriers du 30 juin 2025, le président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes a saisi les préfets compétents, dont le préfet de la Loire, afin qu'il soit procédé à la révision des capacités annuelles autorisées des ISDND ;

Considérant (condition 1^o de L. 541-25-1, II) que la révision porte sur la seule installation de stockage de déchets non dangereux en exploitation du département de la Loire ;

Considérant (condition 2^o de L. 541-25-1, II) que des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, sont engagées dans les autres départements de la région ou le seront dans un délai inférieur à un an, assurant ainsi la cohérence et l'égalité de traitement à l'échelle régionale ;

Considérant (condition 3^o de L. 541-25-1, II) que la détermination des capacités révisées par installation est fondée sur les critères légaux suivants :

- La nature des déchets admis dans l'installation ;
- Pour les capacités de stockage de déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;
- Pour les capacités de stockage de déchets d'activité économique, l'activité économique du bassin de vie dans lequel est située l'installation, en tenant compte de la présence d'autres installations d'élimination et d'incinération avec valorisation énergétique pouvant accueillir ces déchets ;

Considérant que le président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes confirme le respect des trois conditions sus-mentionnées dans sa lettre du 30 juin 2025 susvisée ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, l'ajustement de la capacité de l'ISDND exploité par la société SUEZ RV Borde Matin à 200 000 tonnes/an permet de respecter le plafond départemental de 200 000 tonnes/an fixé par le SRADDET pour le département de la Loire, tout en améliorant la prise en compte des objectifs de proximité et d'auto-suffisance visés

par l'article L.541-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la présente révision de capacité répond à un motif d'intérêt général de protection de l'environnement, en évitant le surdimensionnement des capacités d'enfouissement, en prévenant le recours à la mise en décharge de déchets valorisables et en assurant une répartition équilibrée des capacités au sein du département et de la région, conformément aux objectifs du SRADDET ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et peut, en conséquence, être prescrite par arrêté complémentaire en application de l'article R. 181-45 du même code ;

Considérant les observations formulées par l'exploitant dans sa réponse en date du XXX ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1^{er} - Identification

La société SUEZ RV Borde Matin, dont le siège social est situé Universaône – 18 rue Félix Mangini – 69 009 Lyon, autorisée à exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux non inertes (ISDND) dite de Borde Matin, sur la commune de Roche la Molière à l'adresse suivante ZA Charles Chana – Bd du Puits Charles (SIRET 50472660500042), est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Article 2 - Capacité de l'installation

Le tableau de l'article 1.2.3 l'arrêté préfectoral du 23 février 2018 fixant les tonnages annuels de déchets non dangereux non inertes est ainsi modifié :

Années	Tonnage annuel maximum	Capacité journalière
Du 1 ^{er} janvier 2018 à fin 2019	423 000 t	2 500t
Du 1 ^{er} janvier 2020 à fin 2024	357 000 t	2 000t
Du 1 ^{er} janvier 2025 à fin 2028	270 000 t	1 500t
Du 1 ^{er} janvier 2029 à fin 2053	200 000 t	1 500 t

Article 3 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon.

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévues au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Me la préfète de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard – 42014 Saint-Etienne cedex 02 et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de juridiction administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 4 - Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Roche la Molière et peut y être consultée.

Le maire de Roche la Molière fera connaître par procès-verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Roche la Molière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 28 octobre 2025

Copie :

- SUEZ RV Borde Matin
- DREAL 42
- Mairie de Roche la Molière
- Archives
- Chrono

Pour la Préfète
et par subdélégation
La directrice départementale adjointe
de la protection des populations

Patricia ROOSE